



PROGRAMME DU PARTI

JEUNES UDC SUISSE



Jeunes

SOMMAIRE

<u>STRUCTURE</u>	II		
<u>LIBERTÉ & INDÉPENDANCE</u>	01	<u>LIBERTÉ</u>	29
<u>LE PEUPLE SOUVERAIN</u>	03	<u>TRAFIC</u>	33
<u>COMBATTRE LA FOLIE WOKE</u>	04	<u>ÉCONOMIE</u>	35
<u>SÉCURITÉ</u>	06	<u>FINANCES</u>	37
<u>POLITIQUE D'ASILE</u>	10	<u>CITOYENS & ÉTAT</u>	39
<u>POLITIQUE DES ÉTRANGERS</u>	12	<u>ASSISTANCE SOCIALE</u>	41
<u>POLITIQUE ÉTRANGÈRE</u>	15	<u>FAMILLE & SOCIÉTÉ</u>	43
<u>DÉFENSE NATIONALE</u>	18	<u>SANTÉ</u>	45
<u>LOIS & JUSTICE</u>	20	<u>ÉDUCATION & SPORT</u>	47
<u>AGRICULTURE</u>	24	<u>ÉDUCATION & RECHERCHE</u>	49
<u>ÉNERGIE & ENVIRONNEMENT</u>	27	<u>SPORT & LOISIRS</u>	51

LIBERTÉ & INDÉPENDANCE

LE PEUPLE EN TANT QUE SOUVERAIN

COMBATTRE LA FOLIE WOKE

SÉCURITÉ

ARMÉE & POLICE

POLITIQUE DES ÉTRANGERS

POLITIQUE D'ASILE

LOIS & JUSTICE

POLITIQUE ÉTRANGÈRE

AGRICULTURE

ÉNERGIE

LIBERTÉ

TRAFIC

ÉCONOMIE

FINANCES

CITOYENS & ÉTAT

FAMILLE & CULTURE

POLITIQUE SOCIALE

SANTÉ

ÉDUCATION & SPORT

ÉDUCATION & RECHERCHE

SPORT & LOISIRS

JEUNES UDC SUISSE

LIBERTE & INDÉPENDANCE



LIBERTÉ & INDÉPENDANCE

Indépendance - Le peuple & les citoyens d'abord !

La liberté et l'indépendance sont des thèmes qui sont plus que jamais mises sous pression en raison de lois moralisantes et de l'érosion de la démocratie directe. Nous luttons contre cette mise sous tutelle dévastatrice et pour la démocratie directe. Dans notre programme de parti, la liberté et l'indépendance sont composés des chapitres « Le peuple en tant que souverain » et « Combattre la folie woke ».

Le peuple en tant que souverain

Initiative sur le renvoi, initiative sur l'immigration de masse, initiative sur l'internement, initiative des Alpes ; ce ne sont là que quelques-unes des décisions populaires non mises en œuvre par le Conseil fédéral et le Parlement. Cela souligne que la Suisse se soumet à la pression internationale et abandonne de plus en plus la souveraineté de l'Etat, privant ainsi le peuple de tout pouvoir. Les élites politiques de la Berne fédérale méprisent la volonté populaire et ne représentent pas les véritables intérêts de notre pays. Seule l'UDC, tout comme les Jeunes UDC, se dresse encore sur le chemin de cette abolition de la démocratie directe par la classe politique.

Combattre la folie woke

Immigration de masse, chaos de la politique d'asile, explosion de la dette publique, pénurie d'énergie et de denrées alimentaires : ces dangers existentiels, et bien d'autres encore, menacent notre prospérité et notre mode de vie, ainsi que celui des générations futures. Or, la lutte la plus importante se déroule actuellement là où se forment les valeurs communes et la cohésion nationale. Nous nous trouvons dans une guerre d'opinion sans précédent, dans laquelle ceux qui pensent différemment sont systématiquement exclus et réduits au silence. Nous devons enfin entamer la lutte pour la liberté d'expression et d'opinion.

LE PEUPLE EN TANT QUE SOUVERAIN

La volonté du peuple doit être mise en œuvre !

Initiative sur le renvoi, initiative sur l'immigration de masse, initiative sur l'internement, initiative des Alpes ; ce ne sont là que quelques-unes des décisions populaires non mises en œuvre par le Conseil fédéral et le Parlement. Cela souligne que la Suisse se soumet à la pression internationale et abandonne de plus en plus la souveraineté de l'Etat, privant ainsi le peuple de tout pouvoir. Les élites politiques de la Berne fédérale méprisent la volonté populaire et ne représentent pas les véritables intérêts de notre pays. Seule l'UDC, tout comme les Jeunes UDC, se dresse encore sur le chemin de cette abolition de la démocratie directe par la classe politique.

Combattre les élites soumises à l'UE

Cette situation inqualifiable conduit divers milieux hostiles à la démocratie à empêcher la mise en œuvre de la volonté du peuple, si celle-ci n'est pas conforme à la volonté des élites de l'UE. Nous nous engageons sans réserve pour la mise en œuvre systématique des décisions du peuple. Nous combattons et dénonçons publiquement les politiciens qui se soumettent aux autocrates de Bruxelles.

Pour la démocratie et le fédéralisme

Les solutions politiques aux problèmes doivent être élaborées et mises en œuvre de la manière la plus directe et la plus fédéraliste possible. Les "solutions" centralisées et non démocratiques ne mènent qu'à des problèmes plus nombreux et plus importants et à un transfert du pouvoir du peuple vers l'élite politique. C'est pourquoi nous nous engageons contre la centralisation et la bureaucratisation croissantes au niveau communal, cantonal et fédéral. Nous nous engageons pour le maintien et le développement de la démocratie directe en tant que base d'une société souveraine et autonome, en nous engageant notamment pour des seuils de signature pour les initiatives et les référendums les plus bas possibles.

Le droit suisse prime sur le droit étranger

Nous sommes en première ligne dans la lutte contre l'abolition de la démocratie directe par le droit étranger et contre toute jurisprudence étrangère.

COMBATTRE LA FOLIE WOKE

Indépendance - Lutte pour la liberté !

Immigration de masse, chaos de la politique d'asile, explosion de la dette publique, pénurie d'énergie et de denrées alimentaires : ces dangers existentiels, et bien d'autres encore, menacent notre prospérité et notre mode de vie, ainsi que celui des générations futures. Or, la lutte la plus importante se déroule actuellement là où se forment les valeurs communes et la cohésion nationale. Nous nous trouvons dans une guerre d'opinion sans précédent, dans laquelle ceux qui pensent différemment sont systématiquement exclus et réduits au silence. Nous devons enfin entamer la lutte pour la liberté d'expression et d'opinion.

Lutte dans tous les domaines de la société

«L'idéologie woke » repose sur de nombreuses dérives constructivistes propre à la civilisation occidentale, qui touchent donc aussi la Suisse et qui représentent un bouleversement fondamental des valeurs existantes. Les conséquences de l'idéologie « woke » sont nombreuses et englobent notamment les champs de tension suivants, qui doivent être abordés :

- **Combat culturel contre notre héritage historique** : il faut lutter contre la dépréciation de notre propre histoire et à la diabolisation répétées des valeurs chrétiennes.
- **Limitation de la liberté d'expression** : une extension de la norme pénale contre le racisme pour y englober tout et n'importe quoi et d'autres dérives dérives du même genre doivent être combattues sur tous les fronts.
- **Censure des réseaux sociaux** : il faut mettre un terme à l'établissement de normes « politiquement correct ».
- **Exclusion des opinions divergentes au courant de pensées dominant** : la liberté de penser et celle d'expression ont été constamment restreintes, que ce soit dans les domaines de l'humour, de la satire, de la politique ou des médias. Ceux qui pensent ou disent des choses divergentes de la bien-pensance sont muselés, isolés puis « annulés » par des « shitstorms » organisés. En tant que citoyens, nous avons le devoir de défendre nos libertés fondamentales et, en tant que Jeunes UDC, nous nous battons en première ligne et avec conviction contre cette révolution culturelle.

COMBATTRE LA FOLIE WOKE

Indépendance - Lutte pour la liberté !

- **L'escroquerie de la victimisation systématique par le biais d'une politique clientéliste pour des minorités bruyantes** : Les revendications radicales qui, sous le couvert de la protection des minorités, portent atteinte aux libertés et aux droits de la population, doivent être combattues avec détermination. La gauche rose-verte formule de plus en plus de revendications radicales, par exemple en matière de politique climatique, pour la propagande féministe, pour une immigration massive, subie et incontrôlée. Les milieux LGBT radicalisés instrumenstalisent et exploitent par la victimisation systématique une minorité pour imposer leur propre idéologie partout dans le monde.
- **Division et ghettoïsation de la société** : il faut mettre fin à l'utilisation systématique des minorités contre la majorité ou même d'autres minorités : femmes contre hommes, Noirs contre Blancs, étrangers contre autochtones, jeunes contre vieux, etc.
- **La domination par le langage** : l'imposition de termes à connotation politique (par exemple « People of Color » au lieu de Noirs), l'exigence d'un « langage adapté au genre », le renoncement et l'interdiction de plusieurs mots de notre langage, prétendument « non conformes », dans notre société, que ce soit dans les écoles, les universités ou dans d'autres cercles sociaux, s'opposent frontalement à la liberté d'expression, qui est le bien le plus précieux de notre société et qui doit être protégé et défendu.

SÉCURITÉ



SÉCURITÉ

La sécurité – la tâche de l'État !

La sécurité est au centre du nouveau programme de notre parti car c'est un sujet qui a été clairement négligé par les politiciens ces derniers temps. Nous luttons contre la politique dévastatrice de démantèlement dans le domaine de la défense nationale et pour la sécurité de la population suisse. La sécurité dans le programme de notre parti inclut la politique d'asile, la politique étrangère, la défense nationale, la justice, sans parler de la politique agricole et de la politique énergétique.

Politique d'asile

Nous exigeons une révolution dans le système d'asile. L'immigration clandestine doit être combattue de manière cohérente. Les immigrés clandestins qui immigrent en Suisse via des pays tiers sûrs doivent être renvoyés. Les immigrés clandestins qui ne versent pas un centime dans nos systèmes sociaux n'ont pas droit à la totalité des prestations sociales de la Suisse. Le statut d'admission provisoire doit être aboli sans substitution. Les migrants clandestins qui n'arrivent pas en Suisse via des pays tiers sûrs doivent être directement affectés à des camps d'accueil situés à proximité du pays en

crise, expulsés et soutenus en cas de décision positive en matière d'asile dans les camps d'accueil locaux si la Suisse le juge nécessaire. Le soutien interne aux demandeurs d'asile doit être supprimé en conséquence.

Politique à l'égard des étrangers

Les problèmes dans le domaine des étrangers doivent être abordés et discutés ouvertement. Le politiquement correct et le silence ne font qu'aggraver les problèmes. Nous luttons contre l'islamisation et pour l'expulsion systématique des étrangers criminels. L'intégration est un critère d'acceptation et non une dette qui doit être remplie sur le long terme. Les étrangers doivent s'intégrer à leurs frais et de leur propre initiative, tout en respectant les exigences minimales fixées par le peuple suisse. Le droit d'élection et de vote est lié à la nationalité suisse, ce qui implique également des obligations telles que le service obligatoire dans l'armée suisse. Nous luttons contre le droit de vote pour les étrangers et pour la qualité au lieu de la quantité dans la naturalisation.

SÉCURITÉ

La sécurité – la tâche de l'État !

Politique étrangère

Nous nous engageons en faveur du cas particulier Suisse en tant que modèle alternatif populaire performant, terre-à-terre et leader en Europe tout en restant très éloignée de la dictature de l'UE à Bruxelles. Nous défendons la liberté, l'autodétermination, l'indépendance et la neutralité de la Suisse. La Suisse est un pays souverain et cosmopolite, qui n'a ni à juger ni à commenter les activités des Etats et les événements dans les Etats, et encore moins à les juger ou même à les condamner. La Suisse entretient des relations neutres avec tous les pays du monde. La Suisse ne soutient aucun embargo commercial ou autre restriction au commerce et, en tant qu'Etat neutre, échappe à toute entrave au commerce. Les seules exceptions sont les ennemis avoués de la Suisse. Nous demandons également l'abolition fondamentale de l'aide au développement, qui ne parvient manifestement pas à atteindre ses objectifs, car elle ne tient pas compte de la situation locale des pays en développement et ne fait que renforcer leur dépendance.

Défense nationale

Nous nous engageons en faveur d'une armée de milice crédible et forte, capable de défendre le peuple suisse et son territoire. La défense nationale est la raison d'être de l'armée. Les forces armées doivent être organisées et financées en conséquence. Nous demandons que la capacité humaine de l'armée soit à nouveau portée à 200 000 membres et que les fonds soient mis à sa disposition afin qu'elle puisse remplir sa mission. Cela nécessite un budget de l'armée d'au moins 48 milliards de francs en quatre ans, soit environ 2% du produit intérieur brut (PIB).

Justice

Pour assurer la stabilité de notre pays à l'avenir, nous avons besoin d'un système juridique juste et fonctionnel qui protège les gens et punit les criminels. Ce qui est considéré comme allant de soi dans chaque règlement intérieur doit également devenir une normalité inconditionnelle dans le système étatique : Si vous ne respectez pas les règles, vous devez faire face aux conséquences. L'État doit également soutenir l'autoprotection. De nos jours, la protection des auteurs est surestimée, alors qu'en même temps, l'autoprotection en souffre. L'État doit soutenir et non condamner les personnes qui se protègent et protègent les autres.

SÉCURITÉ

La sécurité – la tâche de l'État !

Agriculture

Nous soutenons la paysannerie suisse. Nous sommes d'avis que les familles d'agriculteurs travaillent de façon exemplaire avec beaucoup de passion pour notre pays et apportent une contribution existentielle à la sécurité dans notre pays. Pour garantir la sécurité alimentaire, les entreprises agricoles ont besoin du soutien de la Confédération sous la forme de paiements directs. L'objectif principal de l'agriculture devrait être la production décentralisée efficace d'aliments sains et de qualité. En Suisse, l'objectif devrait être d'atteindre le plus haut degré possible d'autosuffisance de l'agriculture nationale, ce qui garantit la possibilité d'une expansion à 100% en temps de crise. Nous reconnaissons et soutenons les normes élevées en matière de bien-être animal et de protection de l'environnement. Dans les accords de libre-échange, l'agriculture doit être prise en compte en raison de la situation particulière, notamment en matière de sécurité d'approvisionnement.

Energie

Les interdictions motivées par des considérations idéologiques, l'augmentation des impôts et taxes ou le soutien idéologique à des secteurs individuels ne font qu'engendrer l'incertitude. La protection de l'environnement s'obtient principalement par des décisions personnelles fondées elles-mêmes sur la responsabilité personnelle, tant dans le secteur privé que dans les entreprises. En particulier, le développement de nouvelles technologies innovantes. Nous offrons l'alternative efficace de réduire les impôts, taxes et redevances pour permettre aux entreprises et aux particuliers d'innover. Nous exigeons une économie de l'énergie libre, sans intervention idéologique de l'État et sans restriction, avec la garantie d'une part maximale de production propre.

POLITIQUE D'ASILE

Cesser le chaos de l'asile - révolutionner le système !

Nous exigeons une révolution dans le système d'asile. L'immigration clandestine doit être combattue de manière cohérente. Les immigrés clandestins qui immigrent en Suisse via des pays tiers sûrs doivent être renvoyés. Les immigrés clandestins n'ont droit à aucune prestation de la Suisse. Le statut d'admission provisoire doit être aboli sans substitution. Les migrants clandestins qui n'arrivent pas en Suisse via des pays tiers sûrs doivent être directement affectés à des camps d'accueil situés à proximité du pays en crise, expulsés et soutenus en cas de décision positive en matière d'asile dans les camps d'accueil locaux si la Suisse le juge nécessaire. Le soutien interne aux demandeurs d'asile doit être supprimé en conséquence.

État actuel

C'est un fait irréfutable que la majorité des immigrés requérants d'asile n'y ont pas droit et que leurs demandes sont rejetées au terme d'un processus extrêmement long et coûteux. Ce sont surtout des migrants qui, pour des raisons économiques, partent pour l'Europe avec l'aide de trafiquants douteux. Les gangs de contrebande et l'industrie sociale verte de gauche gagnent des milliards grâce à ce système.

Des frontières sûres

Les Etats du sud de l'Europe ne remplissent pas les obligations qui leur incombent en vertu de l'accord de Schengen/Dublin et envoient les migrants illégaux vers le nord sans les enregistrer, comme l'exige le traité. En négligeant la protection de la frontière extérieure Schengen, l'UE commet une violation systématique du traité. La frontière suisse doit donc être sécurisée de manière indépendante.

POLITIQUE D'ASILE

Cesser le chaos de l'asile - révolutionner le système !

Rapatriement systématique

Les faux demandeurs d'asile criminels doivent être systématiquement emprisonnés et renvoyés dans leur pays d'origine ou d'entrée avec d'autres migrants illégaux qui n'ont pas droit à l'asile. Les États qui refusent de reprendre leurs compatriotes criminels ne devraient plus bénéficier du moindre soutien.

L'« admission provisoire » abolit sans remplacement

Le statut de l'admission provisoire est aujourd'hui abusé de bien des façons. Que ce soit par l'intermédiaire des migrants clandestins eux-mêmes, par la perte de leurs papiers ou par des États qui refusent de reprendre leurs compatriotes. Il faut mettre un terme à cette évolution. Par conséquent, la seule option est d'abolir le statut d'admission provisoire.

Assistance sur place

Dans la mesure du possible, les ressources financières affectées à l'asile devraient être utilisées sur le terrain, plutôt que de s'infiltrer dans la bureaucratie. Avec les milliards de francs suisses gaspillés chaque année dans le système d'asile, le nombre de personnes qui pourraient être aidées dans les villages de réfugiés dans les zones de crise pourrait être sensiblement plus élevé. L'objectif principal est de donner aux personnes d'une région en conflit qui sont menacées de mort un endroit sûr temporaire où rester et, une fois le conflit terminé, de rentrer chez elles le plus rapidement possible pour participer à sa reconstruction. Les camps de réfugiés de la région frontalière voisine sont les mieux adaptés à cette fin. Les immigrés clandestins qui n'arrivent pas en Suisse via des pays tiers sûrs doivent être alloués et expulsés directement vers ces camps d'accueil. Les demandes d'asile doivent être examinées dans les camps d'accueil. En cas de reconnaissance, les réfugiés dans les camps d'accueil doivent être soutenus.

POLITIQUE DES ÉTRANGERS

Mettre en place un règlement clair

Les problèmes dans le domaine des étrangers doivent être abordés et discutés ouvertement. Le politiquement correct et le silence ne font qu'aggraver les problèmes. Nous luttons contre l'islamisation et pour l'expulsion systématique des étrangers criminels. L'intégration est une obligation et non une attraction. Les étrangers doivent s'intégrer à leurs propres frais et sur leur propre motivation, tout en répondant aux exigences minimales fixées par le peuple suisse. Le droit d'élection et de vote est lié à la nationalité suisse, ce qui implique également des obligations telles que le service obligatoire dans l'armée suisse. Nous luttons contre le droit de vote et le droit de vote pour les étrangers et pour la qualité au lieu de la quantité dans la naturalisation.

Stopper l'islamisation

Il ne doit plus être minimisé : Avec l'islamisation rampante de la Suisse, les problèmes d'intégration se sont partiellement aggravés. Dans le même temps, les demandes spéciales pour des cours de natation séparés selon le sexe dans les écoles et l'oppression des femmes ne cessent d'augmenter. Nous devons mettre un terme à cette tendance. Nos règles s'appliquent à tous ! Nous disons clairement non à l'islam en tant que religion reconnue par le droit public. La Suisse est façonnée par ses racines chrétiennes, dont la culture et le patrimoine doivent être cultivés. C'est pourquoi il est compréhensible et logique qu'aucune autre religion ne soit reconnue comme église régionale - naturellement tout en maintenant la neutralité de l'Etat et la séparation entre l'Eglise et l'Etat. Cependant, l'Etat et la religion doivent être complètement séparés. L'Etat ne finance pas les religions et ne perçoit pas d'impôts à leur place. Le souverain de la communauté concernée doit également décider des bâtiments religieux.

POLITIQUE DES ÉTRANGERS

Mettre en place un règlement clair

Citoyenneté suisse - honneur et privilège

Nous exigeons des critères de naturalisation clairs, qui doivent être respectés de manière cohérente. Il n'existe aucun droit légal à la naturalisation. Nous disons clairement non aux naturalisations automatiques, par exemple pour les étrangers de troisième génération : avec la naturalisation, le "garant" suisse pour la personne nouvellement admise dans la communauté des titulaires de la nationalité. Il est donc essentiel que seuls ceux qui recherchent activement la naturalisation puissent s'engager dans une procédure de naturalisation. Être citoyen suisse doit à nouveau être considéré comme un honneur et un privilège et ne doit pas être tenu pour acquis. Le rejet ou l'approbation des demandes de naturalisation relève de la responsabilité des municipalités. La souveraineté communautaire en matière de naturalisation ne doit pas être davantage remise en cause par les tribunaux. Les décisions de naturalisation sont contraignantes pour le peuple lors des assemblées ou des votes municipaux. Le peuple peut déléguer ce droit à une commission lorsque cela a du sens.

Changement de système - la qualité au lieu de la quantité

Le nombre de naturalisations a presque été multiplié par neuf depuis 1990 ! Cette tendance à la naturalisation en chaîne industrielle doit être remise en question. Nous exigeons une naturalisation judiciaire, qui peut être irrévocablement révoquée en cas d'infraction pénale. Le statut de double nationalité doit être aboli. Vouloir devenir Suisse est aussi une décision du cœur. Quiconque veut obtenir un passeport suisse doit être prêt à sacrifier d'autres privilèges pour l'obtenir. Un étranger qui a été reconnu coupable d'un crime par un tribunal ne peut être naturalisé. Si une procédure est pendante contre un candidat à la naturalisation, s'il bénéficie de l'aide sociale ou s'il n'a pas encore remboursé les prestations perçues, la procédure de naturalisation doit être suspendue pendant cette période. Dans la langue nationale parlée localement il faut en outre maîtriser au moins le niveau de langue C1.

POLITIQUE DES ÉTRANGERS

Mettre en place un règlement clair

Renvoi systématique des criminels étrangers

Les criminels étrangers doivent être expulsés et faire l'objet d'une interdiction d'entrée permanente. Les permis de séjour doivent être retirés comme conséquence de toutes activités criminelles et les personnes concernées doivent être expulsées immédiatement vers leur pays d'origine ou conformément à la réglementation des pays tiers. La liste des critères de l'initiative d'expulsion doit être mise en œuvre de manière cohérente conformément à l'initiative populaire «Pour le renvoi effectif des étrangers criminels » (initiative de mise en œuvre).

POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Neutre et indépendante !

Nous sommes attachés au cas particulier de la Suisse en tant que modèle alternatif populaire face à la dictature de l'UE à Bruxelles. Nous défendons la liberté, l'autodétermination, l'indépendance et la neutralité de la Suisse. La Suisse est un pays souverain et cosmopolite, qui n'a ni à juger ni à commenter les activités des Etats et les événements dans les Etats, et encore moins à les juger ou même à les condamner. La Suisse entretient des relations neutres avec tous les pays du monde. La Suisse ne soutient aucun embargo commercial ou autre restriction qui affecte le commerce et, en tant qu'Etat neutre, n'est soumis à aucun obstacle au commerce. Les seules exceptions sont les ennemis avoués de la Suisse. Nous demandons également l'abolition fondamentale de l'aide au développement, qui ne parvient manifestement pas à atteindre ses objectifs, car elle ne tient pas compte de la situation locale des pays en développement et ne fait que renforcer leur dépendance.

Liberté et commerce en Europe

A l'avenir, la Suisse doit continuer à entretenir des relations commerciales avec ses voisins européens sans renoncer à ses piliers de succès éprouvés : démocratie directe, neutralité, armée permanente, concurrence fiscale, fédéralisme, subsidiarité et indépendance. C'est pourquoi nous rejetons catégoriquement les liens institutionnels avec l'UE - une adhésion de facto rampante à l'UE - ainsi que l'adhésion à des alliances militaires comme l'OTAN.

Le libre-échange dans le monde

Nous appuyons la conclusion d'accords de libre-échange avec des pays du monde entier, à condition que les domaines de la politique de sécurité ne soient pas désavantagés.

POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Neutre et indépendante !

Neutralité de la politique et de l'armée

Nous sommes opposés à l'adoption de sanctions économiques et financières que les États-Unis et l'UE imposent principalement aux États impopulaires pour des raisons de politique de pouvoir. La neutralité n'est pas négociable ! S'ils ne servent pas à des fins de formation, de coopération ou de secours en cas de catastrophe, nous rejetons systématiquement les déploiements étrangers de l'armée, y compris les opérations de la KFOR au Kosovo.

Indépendance plutôt que la soumission

L'adhésion à l'UE, rejetée à plusieurs reprises par le peuple suisse, n'est pas compatible avec la démocratie directe, le secret professionnel du banquier, la faible TVA, le fédéralisme, la neutralité et une politique monétaire indépendante. C'est pourquoi - et par respect pour la volonté du peuple - l'indépendance de la Suisse doit être défendue de manière cohérente et constante par les hommes politiques. Les contrats de soumission sont clairement combattus contre nous.

Le peuple en priorité

La démocratie directe suisse, composée du droit de référendum et du droit d'initiative, est unique au monde. En Suisse, le peuple, en tant que souverain suprême, est hiérarchiquement supérieur au parlement et au gouvernement. Les décisions prises à la majorité du peuple suisse peuvent être mises en œuvre sans aucune condition. L'initiative populaire de l'UDC « Contre l'immigration massive », adoptée par le souverain le 9 février 2014 et visant à limiter l'immigration par des quotas, doit donc être appliquée de manière cohérente par le Conseil fédéral. Si l'UE ne veut pas accepter cette nouvelle disposition de la Constitution fédérale légitimé démocratiquement, la décision de la population doit néanmoins être appliquée. Etant donné que les avantages des accords bilatéraux sont complètement exagérés pour des raisons politiques, la délégation suisse peut être tout à fait sûre d'elle dans les négociations avec l'UE.

POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Neutre et indépendante !

Droit suisse avant tout

Ce qu'on appelle le droit citoyen, ou mieux dit le droit international, car aucun peuple ne peut jamais avoir son mot à dire et l'adoption automatique du droit étranger par traité met en danger la souveraineté du peuple dans une mesure croissante. Les instances internationales de l'ONU qui ne sont pas démocratiquement légitimées mettent la Suisse sous pression et remettent en question les référendums démocratiques. Nous nous battons pour que le droit suisse l'emporte à nouveau sur le droit étranger, tel qu'il est pratiqué dans la pratique juridique depuis des décennies. Nous disons non à tout traité de politique étrangère qui fait plus de mal que de bien à la Suisse. Les traités internationaux existants doivent faire l'objet d'un examen critique quant à leurs avantages pour la Suisse. En cas de contradictions dans ce domaine, le traité en question doit être modifié ou abrogé. Malheureusement, ces dernières années, la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) a été de plus en plus utilisée abusivement par les juges pour protéger les criminels. En cas de conflits répétés avec la Constitution fédérale suisse, le retrait de la CEDH devrait être envisagé.

Annulation de l'aide au développement

Les milliards d'aide au développement devraient être supprimés par principe. L'histoire a montré que les avantages sont extrêmement discutables, si l'on peut même parler d'avantages. Elle empêche l'émergence d'une économie saine par la dépendance, l'inefficacité et des incitations malavisées. Dans des cas isolés, même des personnes ayant des idées antisémites ont été soutenues par des fonds d'aide au développement. En outre, dans de nombreux endroits, le soutien se traduit également par un soutien indirect aux régimes corrompus et aux dictatures. Il ne faut pas oublier que cet argent doit être utilisé à nouveau par la population suisse au profit de la population suisse en Suisse ou pour réduire la dette. Tant que l'aide au développement est orientée, elle doit être revue périodiquement. Si l'aide n'atteint pas les résultats escomptés ou si les investissements ne sont pas durables, l'aide au développement doit être annulée immédiatement. En outre, la coopération au développement existante doit être fondée sur la réciprocité, en vertu de laquelle seuls les pays qui sont disposés à coopérer avec la Suisse sur des dossiers importants doivent en bénéficier.

DÉFENSE NATIONALE

La sécurité ne doit connaître aucun compromis !

Nous nous engageons en faveur d'une armée de milice crédible et forte, capable de défendre le peuple suisse et la Suisse. La défense nationale est la raison d'être de l'armée. Les forces armées doivent être organisées et financées en conséquence. Nous exigeons que le stock de l'armée soit à nouveau porté à 200 000 membres des forces armées (AdA) et que les fonds nécessaires soient mis à la disposition de l'armée pour remplir sa mission. Cela nécessite un budget de l'armée d'au moins 48 milliards de francs sur quatre ans, soit environ 2% du produit intérieur brut (PIB).

Financé la sûreté

Aujourd'hui, la Suisse consacre à peine 0,8% de son PIB à la défense nationale et, à cet égard, elle est l'un des pays les plus riches du monde et se classe au 127^e rang près de certains pays africains en développement. Alors que les dépenses de tous les autres départements fédéraux ont augmenté, dans certains cas massivement, depuis 1990, l'armée a été systématiquement affaiblie par les troupes fédérales bernoises.

Une neutralité armée

La neutralité armée permanente est un élément central de la politique de sécurité de la Suisse. L'adhésion ou la participation à des alliances militaires internationales est taboue. Nous rejetons systématiquement les déploiements de l'armée suisse à l'étranger. La coopération en matière de formation avec d'autres Etats n'est autorisée que si ces Etats ne participent à aucun acte de guerre.

La liberté par la force

Le droit libéral aux armes doit être respecté et maintenu. Nous restons fidèles au principe de la milice, selon lequel le service militaire est généralement effectué à temps partiel. Cela confère non seulement des devoirs au citoyen suisse, mais aussi des droits et des responsabilités.

DÉFENSE NATIONALE

La sécurité ne doit connaître aucun compromis !

Égalité en toutes matières

Conformément à l'article sur l'égalité, le moment est venu d'introduire dans la Constitution fédérale un devoir officiel pour les femmes.

Sécurité interne

Nous nous engageons en faveur d'une force de police puissante, bien équipée et bien formée. Celle-ci doit être organisée au plus près du citoyen et décentralisée. Sachant qu'une répression et une surveillance accrues ne constituent pas à elles seules une solution, nous exigeons des ajustements juridiques en faveur d'une force de police efficace. En particulier contre les émeutiers masqués et les personnes chaotiques, principalement issues de la scène violente de l'extrême gauche, la police a besoin de l'appui de la politique pour faire respecter la loi et l'ordre. La police doit se concentrer sur sa mission principale, qui est de fournir à la population suisse des services de police de base dans les domaines de la criminalité, de la circulation et de la sécurité. Cela implique également d'assurer la présence de la police par des patrouilles 24 heures sur 24.

Lutter contre les abus

Il faut mettre un terme aux abus continus de la police pour améliorer le Trésor public. Nous exigeons que les recettes provenant des amendes ne soient plus budgétisées. Les contrôles radar doivent se concentrer sur la sécurité routière, et non sur la réalisation des objectifs budgétaires et le gonflement du quota de l'État.

Transparence et responsabilité

Comme l'ont déjà accepté les habitants des cantons du Tessin et de Saint-Gall, nous demandons une interdiction nationale de la dissimulation dans les espaces publics. Les Suisses montrent leur visage et assument la responsabilité de leurs actes. Les exceptions sont les raisons de santé et de sécurité, les vêtements d'hiver et les coutumes locales.

LOIS & JUSTICE

Protéger et punir !

Promouvoir l'autoprotection

Nous demandons qu'à l'avenir, l'autoprotection des citoyens suisses soit à nouveau encouragée et soutenue. Dans le contexte actuel de tourisme criminel et de migrants illégaux, l'autoprotection joue à nouveau un rôle de plus en plus important. Nous nous engageons pour que les Suisses qui se protègent et protègent les autres de la violence et de la criminalité soient soutenus par l'État et non pas condamnés par l'État. Celui qui, dans un acte de légitime défense, par exemple en utilisant une arme, se protège et défend lui-même ou sa famille, ne doit pas être désavantagé devant la loi.

JUSTICE

Protéger et punir !

Pour assurer la stabilité de notre pays à l'avenir, nous avons besoin d'un système juridique juste et fonctionnel qui protège la population et punit les criminels. Ce qui est tenu pour acquis dans toute règle de maison doit aussi devenir une normalité inconditionnelle dans le système étatique : Ceux qui ne respectent pas les règles doivent en assumer les conséquences. En outre, l'État doit soutenir l'autoprotection. De nos jours, la protection de l'agresseur est pesée dans une masse exubérante, tandis qu'en même temps, l'autoprotection en souffre. L'État doit soutenir et non condamner les personnes qui se protègent et protègent les autres.

La base de la justice est le droit suisse

Le modèle de démocratie directe permet aux citoyens suisses de créer leurs propres bases juridiques. La Suisse a toujours fait bonne figure à cet égard. Pour nous, il s'agit de la meilleure solution pour que la Suisse s'efforce d'obtenir une législation aussi équitable que possible tout comme les bonnes normes constitutionnelles fédérales est leurs misent en œuvres au niveau du Parlement et du Conseil fédéral le sont. C'est pourquoi nous demandons au Parlement et au

Conseil fédéral de respecter strictement les normes de la Constitution fédérale lors de l'élaboration des lois et ordonnances. Puisque les meilleures lois ne valent rien si leur application cohérente n'est pas garantie, nous appelons tous les juges à respecter strictement les lois et ordonnances qui ont été créées. Cette logique est le seul moyen de garantir que les citoyens suisses puissent se fier à leurs propres lois.

Prendre le souverain au sérieux

Lorsque des lois suisses qui alourdissent les peines ont été approuvées, une mise en œuvre cohérente par le pouvoir judiciaire doit être exigée. Dans diverses pétitions pour un référendum, telles que l'initiative de garde « Pour la prescription des infractions pornographiques contre les enfants » ou l'initiative d'expulsion, la volonté du souverain doit être strictement suivie.

JUSTICE

Protéger et punir !

Protection des victimes pas de l'agresseur

Nous prôtons un droit pénal dur et équitable. L'objectif principal de la punition est de protéger la population et les victimes potentielles. La peine doit dissuader les criminels d'agir illégalement. Pour y parvenir, nous demandons un durcissement des lois. Le niveau actuel des peines entraîne une criminalité excessive en Suisse. En outre, la criminalité transfrontalière ("tourisme criminel") est un problème qui doit être traité de toute urgence. L'impuissance et la rage vont s'installer dans la population si la protection des victimes cède de plus en plus la place à la protection des auteurs. Il faut y mettre un terme avec toutes les conséquences qui s'imposent, car les victimes de cette politique du laisser-faire sont les victimes de la criminalité. En outre, dans le cas d'infractions graves, comme les infractions sexuelles, la libération conditionnelle doit être refusée.

Punir les criminels - disculper les citoyens

Nous nous engageons à tous les niveaux politiques en faveur d'un renforcement ciblé du droit pénal et du droit des étrangers. Quiconque viole nos lois en tant qu'étranger perd son droit de séjour. Quiconque menace la paix sociale et la sécurité du pays et de sa population doit être sévèrement puni. En cas de vol qualifié, de vandalisme ou de chaos, des peines d'emprisonnement au lieu d'amendes doivent être imposées de manière cohérente. Pour les mineurs auteurs d'actes de violence, le droit pénal des mineurs doit également être renforcé. Les jeunes devraient également apprendre dès le départ que les actions illégales ne valent pas la peine d'être menées. D'un autre côté, le citoyen respectueux des lois devrait être laissé tranquille. L'attention de la police et des autres autorités chargées de la sécurité ne devrait pas se concentrer sur les infractions mineures, mais sur les infractions graves et les crimes. La sanction pour les infractions mineures, comme les excès de vitesse, doit être minimale et ne doit pas être une source de revenus.

JUSTICE

Protéger et punir !

Promouvoir l'autoprotection

Nous exigeons qu'à l'avenir, l'autoprotection des citoyens suisses soit encouragée et soutenue à nouveau. Dans le monde actuel du tourisme criminel et des migrants clandestins, la protection des personnes joue à nouveau un rôle de plus en plus important. Nous nous engageons à ce que les citoyens suisses qui se protègent et protègent les autres contre la violence et la criminalité soient soutenus par l'Etat et ne soient pas condamnés par lui. Ceux qui, par exemple, ont recours à la force armée pour se protéger ou protéger leur famille contre les cambrioleurs doivent être soutenus.

Prolongation de la détention provisoire

La durée de la détention provisoire doit être considérablement prolongée. Les délais fixés aujourd'hui dans le Code pénal empêchent souvent les autorités de prouver l'existence d'une infraction pénale contre un suspect pendant cette courte période. Aujourd'hui, les auteurs présumés et en partie évidents doivent souvent être relâchés

en raison d'une jurisprudence trop laxiste et peuvent difficilement être retrouvés par la suite. Les délinquants sexuels condamnés doivent se voir refuser la libération conditionnelle

AGRICULTURE

La qualité suisse pour la Suisse !

Nous soutenons la paysannerie suisse. Nous sommes d'avis que les familles d'agriculteurs travaillent de façon exemplaire avec beaucoup de passion pour notre pays et apportent une contribution existentielle à la sécurité dans notre pays. Pour garantir la sécurité alimentaire, les entreprises agricoles ont besoin du soutien de la Confédération sous la forme de paiements directs. L'objectif principal de l'agriculture devrait être la production décentralisée efficace d'aliments sains et de qualité. En Suisse, l'objectif devrait être d'atteindre le plus haut degré possible d'autosuffisance de l'agriculture nationale, ce qui garantit la possibilité d'une expansion à 100% en temps de crise. Nous reconnaissons et soutenons les normes élevées en matière de bien-être animal et de protection de l'environnement. Dans les accords de libre-échange, l'agriculture doit être prise en compte en raison de la situation particulière, notamment en matière de sécurité d'approvisionnement.

L'autosuffisance, un gagne-pain

L'autosuffisance, c'est la quantité de nourriture que la Suisse consomme qui est également produite en Suisse. Un degré d'autosuffisance suffisamment élevé est crucial pour la survie, en particulier en temps de crise et de guerre. En Suisse, un taux d'autosuffisance de 60% est réaliste et souhaitable. Malheureusement, il faut noter qu'en 2017, le niveau restera nettement inférieur à la barre des 60 %. Nous appelons donc à une politique agricole axée sur la productivité et la durabilité.

Créer une sécurité d'investissement

L'évolution constante des réglementations et des exigences augmente les coûts dans l'agriculture. La réglementation oblige constamment les agriculteurs à faire de nouveaux investissements. Il faut garantir aux agriculteurs la sécurité de leurs investissements en leur permettant de planifier à long terme.

AGRICULTURE

La qualité suisse pour la Suisse !

Protéger l'agriculture suisse

En Suisse, en raison du paysage vallonné et montagneux, les conditions sont difficiles pour la culture de la terre. En outre, la Suisse se caractérise par des normes exceptionnellement élevées en matière de protection des animaux et de l'environnement. Entre autres choses, il y a aussi un moratoire sur le génie génétique. Toutes ces exigences de base sont reconnues et satisfaites par nous. C'est la raison pour laquelle la production en Suisse est coûteuse. Pour cette raison, les produits étrangers qui sont en concurrence avec les produits nationaux doivent être soumis à des tarifs protecteurs afin de protéger le marché intérieur et d'éviter que la communauté agricole ne continue à être saignée à blanc. Pour protéger l'agriculture et le gibier indigènes, les JSVP demandent que tous les loups soient abattus en Suisse.

Réduire la bureaucratie et la réglementation dans l'agriculture

L'évolution constante des réglementations, les obstacles administratifs, les "formularités" et la manie rampante du contrôle réduisent l'attractivité de la profession agricole. C'est pourquoi nous exigeons une réduction immédiate de la bureaucratie dans l'agriculture. Pour que les agriculteurs puissent développer leurs activités de base, leur charge d'obligations doit être considérablement réduite. Il ne fait aucun doute que le principe de la responsabilité individuelle doit également être promu dans l'agriculture. Mais cela signifie aussi que les agriculteurs créatifs ne sont pas mis en travers de leurs projets.

AGRICULTURE

La qualité suisse pour la Suisse !

Gestion durable des paiements directs

Dans le cas des paiements directs de la Confédération, les priorités doivent être clairement définies en faveur de la production agricole, les services publics (conservation des paysages culturels, économie alpine) devant également être compensés. D'autre part, les paiements directs qui ne servent pas le cœur du mandat de prestations conformément à notre Constitution fédérale doivent être rejetés.

Renforcement de l'élevage en zone de montagne

La zone de montagne est prédestinée à l'élevage des mangeurs de fourrage grossier, c'est pourquoi tout doit être mis en œuvre pour que l'élevage en montagne soit à nouveau renforcé lors de la prochaine révision de la loi.

Prolongation du moratoire sur le génie génétique

À l'heure actuelle, nous rejetons l'autorisation des organismes génétiquement modifiés parce que les effets sont encore trop peu connus. Toutefois, la Suisse ne doit pas fermer les yeux sur le progrès, c'est pourquoi elle doit rester sceptique et ouverte sur cette question.

ÉNERGIE

Autosuffisance sans idéologie

Les interdictions, taxes et prélèvements motivés par des considérations idéologiques ou le soutien idéologique de certains secteurs ne font qu'engendrer l'incertitude. La protection de l'environnement s'obtient principalement par des décisions personnelles fondées sur la responsabilité personnelle, tant dans le secteur privé que dans les entreprises. En particulier, le développement de nouvelles technologies innovantes. Nous offrons l'alternative efficace de réduire les impôts, taxes et redevances afin de permettre aux entreprises et aux particuliers d'innover. Nous exigeons une économie de l'énergie libre, sans intervention idéologique de l'État et sans restriction, avec la garantie d'une part maximale d'énergie propre.

Le progrès bat l'État

On pourrait se poser une question polémique sur ce qui a le plus aidé l'environnement à ce jour : les prélèvements obligatoires gouvernementaux ou l'invention de la clé USB ou du courrier électronique, qui rendent souvent superflue l'impression des documents papier. Les campagnes de prévention et de sensibilisation, dont le succès ne peut être

mesuré, doivent être rejetées en principe. Nous demandons l'abolition du droit de plainte de l'association. La taxe sur le CO2 et le centime climatique doivent être supprimés sans être remplacés, car ils sont extrêmement dommageables pour l'économie et n'ont pas d'effet. La rétribution à prix coûtant du courant injecté (KEV) doit également être supprimée. Les subventions aux énergies renouvelables doivent être supprimées, car elles se traduisent souvent par une production énergétique inefficace et faussent ainsi le marché.

Pas de rêve

L'élimination progressive de l'énergie nucléaire décidée par le Parlement (session d'hiver 2014) est illusoire et difficilement réalisable. L'Allemagne nous montre où la "révolution énergétique" finira par mener : Comme les "énergies vertes" très appréciées ne pouvaient même pas commencer à remplacer l'énergie nucléaire propre, l'Allemagne a dû redémarrer les centrales au charbon désaffectées. Les jours ensoleillés et venteux, cependant, l'Allemagne doit exporter de l'électricité verte à l'étranger à des prix négatifs en raison des fortes fluctuations de la production, sinon le réseau électrique serait surchargé.

ÉNERGIE

Autosuffisance sans idéologie

Assurer la sécurité de l'approvisionnement

La sécurité d'approvisionnement doit rester la priorité absolue de la politique énergétique suisse. La Suisse doit s'efforcer d'obtenir la plus grande indépendance possible de l'étranger en matière d'approvisionnement énergétique. Non seulement l'efficacité des énergies renouvelables, mais aussi l'efficacité de l'énergie nucléaire est en constante évolution. Plus de 95 % de nos besoins en électricité sont couverts par l'hydroélectricité et l'énergie nucléaire, moins de 5 % par des sources d'énergie alternatives. Les sources d'énergie renouvelables locales, telles que l'hydroélectricité, doivent donc être développées et utilisées plus efficacement. La consommation d'énergie ne pouvant être couverte par les seules énergies alternatives, la planification et la construction de nouvelles centrales nucléaires doivent commencer immédiatement afin que les anciennes centrales nucléaires, dont certaines sont directement ou indirectement sur le point d'être arrêtées, puissent être remplacées.

La science plutôt que l'idéologie

Le prix de cette mauvaise gestion est finalement payé par les citoyens et les entreprises. Afin que la Suisse ne commette pas les mêmes erreurs, nous disons fermement non à la Stratégie énergétique 2050 de la Confédération, qui est plus une vision nébuleuse qu'un concept durable. L'enjeu est trop important pour que nous laissions la place à des expériences idéologiques en matière de politique énergétique. En tant que pays pauvre en matières premières, la Suisse continuera à dépendre à l'avenir d'une énergie sûre et bon marché.

LIBERTÉ



LIBERTÉ

Liberté - l'État minimal comme objectif !

La liberté et le libéralisme sont le sermon des priorités économiques et libérales de notre nouveau programme de parti. C'est un sujet qui est négligé par la politique et de plus en plus attaqué. La liberté et le libéralisme dans le programme de notre parti comprennent les transports, l'aide sociale, les finances, l'économie, les citoyens et l'État, ainsi que la famille et la société, ainsi que le chapitre sur la santé.

Trafic

Le libre choix du moyen de transport doit être garanti, les moyens de transport individuels ne doivent pas être joués les uns contre les autres. Elle nécessite une juxtaposition égale du trafic individuel motorisé, des transports publics et du trafic lent. Nous disons non à la tarification routière et à d'autres types de harcèlement pour les automobilistes. Le réseau routier national est nécessaire de toute urgence pour se développer. Les tronçons d'autoroute surchargés doivent être étendus à six ou huit voies afin de réduire les embouteillages quotidiens, qui coûtent des milliards d'euros à l'économie.

Économie

Un système économique libéral a fait de la Suisse un État modèle - un État prospère. Nous sommes fiers des produits de qualité suisses et des meilleurs services. Un paysage d'entreprise innovant et vivant caractérisé par le démarrage, les petites et moyennes entreprises (PME) est typique de la Suisse. Malheureusement, ce sont surtout les petites entreprises et les jeunes entreprises qui subissent le fardeau imprévisible des catalogues réglementaires, des réglementations et des exigences. Pour promouvoir à nouveau la liberté et la créativité des entrepreneurs, nous nous sommes engagés à réduire les obstacles et les réglementations bureaucratiques. Les grandes entreprises qui réussissent sont valorisées, les tendances à la hausse ne servent que leur propre argent et même les pierres angulaires de la Suisse, qui ont conduit au modèle de succès de la Suisse, tel que le sacrifice de la démocratie directe et l'autodétermination, sont constamment combattues.

LIBERTÉ

Liberté - l'État minimal comme objectif !

Finances

Nous sommes en faveur d'une politique financière tournée vers l'avenir et soucieuse du budget. Le mécanisme du frein de la dette suisse est pleinement pris en charge dans ce contexte. Les dépenses ne doivent donc pas dépasser les recettes. Il est impératif de mettre un terme à l'explosion des dépenses en matière de protection sociale, source de confusion. Les impôts collectés sont la principale source de revenus de l'État. Nous nous sommes engagés à réduire les impôts en faveur des citoyens et des entreprises.

Citoyens et État

Le paternalisme d'État et les restrictions à la liberté individuelle des citoyens adultes augmentent d'année en année. Dans le domaine de la liberté d'expression en particulier, de nouvelles interdictions sont introduites dans le but de faire taire les citoyens. Ces développements, qui nous ramènent au Moyen Âge et ignorent le principe de l'illumination, nous combattons par tous les moyens.

Nous combattons par tous les moyens ces évolutions vers une censure accrue, qui nous ramènent au Moyen-Âge et bafouent le principe des Lumières.

Assistance sociale

Pour que l'AVS soit assurée pour les générations futures, les réformes ne doivent plus être différées. Nous nous sommes engagés à atteindre un âge de la retraite supérieur et identique pour les deux sexes, ajusté automatiquement à l'espérance de vie moyenne. En outre, le (une autorité X), ainsi que l'ensemble de l'industrie sociale - qui ont été créés et développés principalement par des décisions parlementaires et administratives de gauche - à sec. Afin d'éviter les excès sociaux, il incombe aux autorités locales de déterminer le montant de l'aide sociale. Les communautés sont libres de toute contrainte de payer.

LIBERTÉ

Liberté - l'État minimal comme objectif !

Famille & Société

La famille traditionnelle est le fondement d'une société forte et doit être renforcée et soulagée. Les enfants devraient pouvoir grandir chez eux avec leurs parents en toute sécurité. Avoir des enfants est une décision privée, donc la responsabilité parentale devrait être assumée par les parents sous leur propre responsabilité. L'État doit rester en dehors de la parentalité. Les offres supplémentaires destinées aux familles, telles que les écoles de jour ou les garderies, doivent être fondées sur la demande et financées par des fonds privés.

Santé

Nous défendons une assurance de base solide et juste dans le cadre des soins de santé obligatoires, caractérisée par des prestations de base raisonnables et des primes d'assurance maladie faibles. Les offres, telles que les conversions entre les sexes, doivent être supprimées de l'assurance de base. Les coûts croissants doivent être arrêtés au moyen de mesures de pilotage favorisant une responsabilité personnelle accrue.

TRAFIC

Arrêtez l'arnaque des conducteurs!

Le libre choix du moyen de transport doit être garanti, les moyens de transport individuels ne doivent pas être joués les uns contre les autres. Elle nécessite une juxtaposition égale du trafic individuel motorisé, des transports publics et du trafic lent. Nous disons non à la tarification routière et à d'autres types de harcèlement pour les automobilistes. Le réseau routier national est nécessaire de toute urgence pour se développer. Les tronçons d'autoroute surchargés doivent être étendus à six ou huit voies afin de réduire les embouteillages quotidiens, qui coûtent des milliards d'euros à l'économie.

De la rue pour la route

Étant donné que le transport privé motorisé - outre le financement croisé détourné du transport public - sera autofinancé à plus de 110% en 2015, les projets de construction de routes sont abordables. Par conséquent, les revenus du trafic routier devraient également être systématiquement investis dans les infrastructures routières. Toute introduction ou augmentation de taxes, de frais et redevances dans le domaine de la circulation routière doit être soumise au référendum facultatif. Nous demandons la transparence des coûts pour tous les moyens de transport : chaque utilisateur de la route devrait payer en principe les coûts qu'il entraîne. Cela devrait s'appliquer aux transports individuels et publics.

TRAFIC

Arrêtez l'arnaque des conducteurs!

Expansion au lieu d'arnaque

Nous sommes farouchement opposés à toute nouvelle augmentation du prix de l'essence et des taxes sur les voitures, et nous soutenons toute réduction ou suppression de ces taxes. La taxe sur les poids lourds (LSVA) pour le trafic de transit intérieur doit être réduite. La construction d'un deuxième tunnel du Gothard en faveur de la sécurité au sens de l'article 84 de la Constitution fédérale doit être accélérée rapidement. Sur les routes nationales, la limite de vitesse, où elle permet la sécurité, à augmenter. Sur les autoroutes, la vitesse maximale devrait être de 140 km / h. Le prix de la vignette autoroutière est de 40 francs. Les contrôles radar doivent exclusivement servir à la sécurité du trafic et ne doivent pas être utilisés comme une source de revenus limitée. La licence d'essai et les cours WAB obligatoires correspondants, qui sont une chicane pure et une arnaque pour les jeunes conducteurs, doivent être supprimés.

ÉCONOMIE

Combattre les braqueurs d'Etat, créons des emplois et des apprentissages !

Nous sommes attachés à une politique économique et financière libérale. Les produits suisses de qualité et les meilleurs services doivent être promus par un système économique efficace et simple. Tous les obstacles, réglementations et interdictions bureaucratiques inutiles devraient être supprimés afin de garantir des conditions de concurrence concurrentielles en Suisse sur le lieu de travail.

L'esprit libre de l'entreprise

Les petites et moyennes entreprises (PME) constituent le pilier de l'économie suisse. Elles représentent plus de 90% des entreprises et emploient plus des deux tiers de la main-d'œuvre. La Suisse doit poursuivre un ordre économique qui permettra aux nouvelles entreprises et aux petites et moyennes entreprises de prospérer. L'esprit d'entreprise libre, les idées novatrices, l'augmentation de la productivité et la diversité des développements doivent être encouragés. Les intérêts du métier doivent être pris en compte. Les barrières bureaucratiques, catalogues de réglementations imprévisibles sans avantage perceptibles, doivent être considérablement réduites pour alléger le fardeau de l'industrie.

Libre échange pour citoyens libres

La Suisse jouit d'une excellente réputation en tant que partenaire commercial digne de confiance et cosmopolite. Les contrats commerciaux internationaux mutuellement bénéfiques devraient être encouragés. Les contrats économiques dictés par une seule partie (comme dans l'accord-cadre envisagé avec l'UE) doivent être rejetés.

Le marché du travail suisse

Le droit du travail suisse, encore relativement libéral, a fait ses preuves et doit être défendu. Nous sommes donc contre l'intervention de l'État sur le marché du travail par des salaires minimums, une protection accrue en cas de licenciement, des quotas par sexe ou la solidarité des sous-traitants. Cela pourrait être déséquilibré par la libre circulation des personnes de l'extérieur, ce qui doit être rejeté de toute urgence. La pénurie actuelle d'apprentis bien formés n'est pas seulement une question de politique éducative mais aussi de politique économique. D'une part, les entreprises devraient être invitées à présenter des carrières intéressantes pour les apprentis, d'autre part, l'État devrait, par exemple, motiver les entreprises à former de nouveaux apprentissages grâce à des allègements fiscaux.

ÉCONOMIE

Combattre les braqueurs d'Etat, créons des emplois et des apprentissages !

Monopoles d'État et grandes entreprises

Le fait que le secteur gouvernemental ait été de loin la croissance économique la plus rapide de ces dernières années aura un effet dévastateur sur notre marché du travail, notre économie et nos finances publiques à long terme. L'inadéquation flagrante de plus en plus d'agences d'État et la baisse simultanée des recettes fiscales doivent être corrigées. L'État devrait garantir la liberté économique du privé et ne pas se transformer en un participant monopolistique. Nous nous opposons également à la tendance des grandes entreprises à ne se préoccuper que du bien-être des actionnaires et non de celui de l'ensemble de la population.

FINANCES

Pas d'économie de dette au détriment des jeunes !

Nous défendons une politique financière orientée vers l'avenir et économique. Le mécanisme du frein à l'endettement suisse est pleinement soutenu dans ce contexte. Les dépenses ne doivent donc pas dépasser les recettes. Il est impératif de mettre un terme à l'explosion confuse des dépenses de protection sociale. Les principales sources de revenus de l'État sont les impôts perçus. Nous prônons des réductions d'impôts en faveur de la responsabilité personnelle des citoyens et des entreprises.

Concernant les recettes

L'État et notre travail social sont financés principalement par les recettes fiscales et les impôts. Nous reconnaissons qu'il existe également des tâches étatiques d'un point de vue libéral, telles que: la sécurité des citoyens, pour laquelle le gouvernement fédéral, les cantons et les communautés ont besoin d'argent. Dans l'ensemble, toutefois, le fardeau des taxes, des redevances et des redevances pour les citoyens et les entreprises devrait être réduit au minimum. Malheureusement, la tendance est inversée. Les taxes existantes augmentent et de nouvelles taxes, telles que l'impôt sur les gains en capital, sont envisagées. Nous nous battons en faveur de la responsabilité individuelle des citoyens, pour un (..) Réduction des impôts sur le revenu et sur la fortune des personnes privées ainsi que des impôts sur le bénéfice et sur le capital des entreprises. En ce qui concerne la TVA, nous demandons un taux unique, dont le montant maximal entraînera une réduction des recettes de TVA générées en 2017.

FINANCES

Pas d'économie de dette au détriment des jeunes !

Concernant les dépenses

La Suisse est toujours l'un des pays à la dette publique extrêmement faible et exemplaire. Le frein à l'endettement adopté en 2001 a été déterminant. Les dépenses sur un cycle complet ne doivent pas dépasser les recettes. Nous soutenons cette réglementation durable. Toutes les tendances au surendettement aux dépens des générations futures, telles que dans l'AVS et le bien-être social sont à combattre.

Sur la compensation financière nationale (NFA)

La propriété des cantons par la NFA ne doit pas être restreinte. La solidarité entre les cantons ne signifie pas que les cantons frugaux ayant des finances saines doivent payer pour les cantons disposés à dépenser. Nous appelons donc à des réformes en profondeur de la NFA: des incitations doivent être mises en place de manière à récompenser la restructuration des finances cantonales et une meilleure discipline des dépenses.

Place financière suisse

Nous luttons pour une place financière suisse forte et défendons la vie privée des citoyens garantissant le secret des transactions bancaires - contre les tentatives de pressions extorsionnées de l'étranger. Nous combattons toutes les formes d'interdiction de l'argent par l'État, car cela fait de plus en plus un citoyen vitreux. La concurrence fiscale entre les cantons est une réalisation qui ne peut être abandonnée en raison de la réglementation internationale.

CITOYENS & ETAT

Contre la tutelle de l'Etat!

Le paternalisme d'État et les restrictions à la liberté personnelle des citoyens responsables augmentent d'année en année. En particulier dans le domaine de la liberté d'expression, d'autres interdictions sont constamment introduites dans le but de réduire les citoyens au silence. La liberté individuelle s'applique également à Internet. Nous combattons ces évolutions vers une censure accrue, qui nous ramène au Moyen Âge et au mépris du principe des Lumières, par tous les moyens.

La liberté avant tout

Mais chaque nouvelle infraction ou tout nouveau phénomène de maladie ne peut être corrigé par de nouvelles lois nationales. Il n'est ni possible ni raisonnable de mettre un policier derrière chaque citoyen. La surveillance globale de la sphère publique et privée en particulier devrait être rejetée. Cela est particulièrement vrai pour Internet, le service postal et la confidentialité financière. Nous disons également non à la conservation des données, qui met tous les citoyens sous le soupçon sans avoir de signification criminelle. "Si vous renoncez à votre liberté pour gagner la sécurité, vous finirez par perdre les deux." Si la surveillance de l'individu est surchargée, nous risquons d'être emprisonnés - avec le résultat de nous enfermer. Nous demandons donc : chaque nouvelle loi restrictive de la liberté est résolument rejetée, à moins que cela ne soit absolument nécessaire. Les lois existantes qui ne sont pas (davantage) nécessaires et qui restreignent la liberté doivent être levées immédiatement et mises hors d'usage.

CITOYENS & ETAT

Contre la tutelle de l'Etat!

Liberté d'expression

Des délices similaires sont liés à des paragraphes éthiques tels que la norme pénale anti- racisme. Ce texte adopté de près par la population en 1994 (article 261bis du Code pénal et art. 171c MStG) a été élargi de manière constante et massive, en contradiction avec les promesses antérieures de la pratique judiciaire. Même les déclarations dans un cadre privé, les jugements historiques, les satires pointues ou les versets de carnaval sont désormais punissables par la loi. Ainsi, un climat d'intimidation s'est propagé dans ce pays, dans lequel les personnes ont laissé leurs zones taboues telles que les étrangers et la politique d'asile, les abus sociaux et l'aide au développement légaux sous couvert de protection de la rectitude politique, comme le prouvent les innombrables accusations racistes à l'encontre de dissidents. L'esprit de justice qui a conduit de nombreux citoyens aujourd'hui à ne plus souvent oser exprimer librement des opinions inconfortables. La loi antiraciste est indigne d'un pays libre et doit être abolie. Les instruments de l'État visant à renifler l'esprit des citoyens suisses, tels que le prétendu contrôle de

l'Office fédéral de la statistique (BfS) sur le racisme, sont une préoccupation nationale et sont donc résolument combattus par nous. Si une loi n'est pas absolument nécessaire, il est absolument nécessaire de ne pas en adopter. Par exemple, nous nous opposons fermement à l'extension de la règle antiraciste à d'autres formes de discrimination. La diffamation et la discrimination sont socialement interdites et punissables par le droit pénal.

ASSISTANCE SOCIALE

Retraites sécurisées – vider l'industrie sociale !

Pour que l'AVS soit assurée pour les générations futures, les réformes ne doivent plus être différées. Nous nous sommes engagés à atteindre un âge de la retraite supérieur et identique pour les deux sexes, ajusté automatiquement à l'espérance de vie moyenne. En outre, le KESB, ainsi que l'ensemble de l'industrie sociale – qui ont été créés et développés principalement par des décisions parlementaires et administratives de gauche - à sec. Afin d'éviter les excès sociaux, il incombe aux autorités locales de déterminer le montant de l'aide sociale. Les communautés sont libres de toute contrainte de payer.

Pensions sécurisées

Le travail social doit venir en aide à ceux qui en ont vraiment besoin. C'est pourquoi il faut lutter résolument contre les abus des avantages sociaux. Il ne devrait y avoir aucune incitation à exploiter le système social. En conséquence, les avantages supplémentaires partiellement princiers doivent être réduits en particulier. Les décrets forcés de mesures de politique sociale émanant d'une autorité supérieure, telle que

l'autorité de protection de l'enfance et des adultes, nous le refusons avec véhémence. Ainsi l'ensemble de l'industrie sociale - qui ont été créés et développés principalement par des décisions parlementaires et administratives de gauche - doivent être épuisés. Afin d'éviter les excès sociaux, il incombe aux autorités locales de déterminer le montant de l'aide sociale. Les communautés sont libres de toute contrainte de payer. Au lieu de cela, leurs compétences en termes d'avantages et de sanctions devraient être renforcées.

Arrêtez le tourisme social

Les étrangers ne peuvent pas être naturalisés s'ils bénéficient de l'assistance sociale ou s'ils n'ont pas intégralement remboursé les prestations sociales. En outre, ils ne peuvent bénéficier de l'assistance sociale que s'ils ont payé au moins 5 ans de travail social. Cela empêche systématiquement l'immigration dans notre travail social.

ASSISTANCE SOCIALE

Retraites sécurisées – vider l'industrie sociale !

Réduire l'industrie sociale

En dix ans à peine, les dépenses sociales des communes et des cantons ont doublé pour atteindre 2,4 milliards de francs. De 1994 à 2004, le nombre de travailleurs sociaux (à l'exclusion des foyers) a augmenté de 106%, passant de 37 000 à 76 000. Il formait une véritable ceinture de profiteurs profitant du secteur social. Ces aberrations nécessitent de freiner la montée en puissance de l'État providence. Pour ces raisons, nous luttons contre de nouveaux prélèvements ou leur augmentation pour financer le travail social déficitaire. Leur endettement supplémentaire est impossible en raison d'un frein à l'endettement.

Soutien aux personnes atteintes de handicaps

Nous soutenons les efforts responsables pour l'inclusion professionnelle et sociale des personnes handicapées, à moins qu'elles ne veuillent forcer une fusion au niveau scolaire.

FAMILLE & SOCIÉTÉ

Non au citoyen instruit par l'Etat!

La famille traditionnelle est le fondement d'une société forte et doit être renforcée et soulagée. Les enfants devraient pouvoir grandir chez eux avec leurs parents en toute sécurité. Avoir des enfants est une décision privée, donc la responsabilité parentale devrait être assumée par les parents sous leur propre responsabilité. L'État doit rester en dehors de la parentalité. Les offres supplémentaires destinées aux familles, telles que les écoles de jour ou les garderies, doivent être fondées sur la demande et financées par des fonds privés.

Taxes

Les parents qui s'occupent eux-mêmes de leurs enfants doivent bénéficier au moins du même montant de déduction fiscale pour la garde des enfants que les parents dont les enfants sont confiés à des tiers. Nous ne prévoyons aucune subvention financière imposée par le gouvernement sous la forme d'allocations familiales. Si un employeur veut payer des allocations familiales, cela devrait être bien accueilli. Pour sa part, l'État devrait se concentrer sur un allègement ciblé au moyen d'avantages fiscaux. Ainsi, les allocations familiales et scolaires aux niveaux fédéral, cantonal et communal sont exonérées d'impôt. Les déductions pour enfants devraient être augmentées de manière significative

jusqu'à trois enfants par famille. Le tarif du mariage doit être adapté dans tous les cantons afin d'éviter toute discrimination à l'égard des couples non mariés (peine de mariage). Les familles liées par l'alliance matrimoniale devraient être améliorées par rapport aux autres communautés instables (familles disparates) au profit de l'ensemble des enfants.

Autorité de protection

L'autorité de protection des enfants et des adultes, créée récemment pour des raisons raisonnables, dispose de compétences beaucoup trop étendues. L'autorité de protection des enfants et des adultes est devenue la terreur de nombreuses personnes concernées et est responsable de nombreux drames familiaux. Nous demandons le renversement de la charge de la preuve pour atténuer le problème. À l'avenir, l'autorité de protection des enfants et des adultes devra prouver pourquoi(...).

FAMILLE & SOCIÉTÉ

Non au citoyen instruit par l'Etat!

A la société

Nous défendons une politique sociale fondée sur la raison et des valeurs éprouvées. Chacun et chacune devrait avoir le droit de vivre dans notre pays à sa guise, à condition que cela ne dépasse pas les lois et la culture de la décence et du respect des êtres humains.

Le mariage

Pour nous, le mariage est la relation à long terme et légalement réglementée de l'homme et de la femme.

LA SANTÉ

Renforcement de la responsabilité!

Nous défendons une assurance de base solide et juste dans le cadre des soins de santé obligatoires, caractérisée par des prestations de base raisonnables et des primes d'assurance maladie faibles. Les offres, telles que les conversions/divergences entre les sexes, doivent être supprimées de l'assurance de base. Les coûts croissants doivent être arrêtés au moyen de mesures de pilotage favorisant une responsabilité personnelle accrue.

Stop à l'augmentation des coûts de l'assurance de base

Les primes doivent être réduites à un montant raisonnable, en particulier pour les familles. Nous demandons donc une restriction du catalogue de services dans l'assurance de base. La collaboration des hôpitaux devrait être encouragée au-delà des frontières cantonales. Comme partout, une concurrence accrue se traduit par une efficacité accrue, une meilleure qualité, des innovations et des prix plus bas. Nous sommes opposés aux programmes de prévention excessifs mis en place par le gouvernement et sommes favorables à l'augmentation du nombre de franchises électorales, renforçant ainsi le choix et l'appropriation.

Liberté et autonomie vis-à-vis des aliments de luxe

Les propriétaires d'ateliers de restauration devraient pouvoir décider eux-mêmes s'ils doivent ou non fumer à l'intérieur. Nous nous défendons également contre la culture d'interdiction sans cesse croissante (interdictions de fumer, de consommer de l'alcool et de fumer à la maison). Les citoyens responsables devraient être autorisés à décider eux-mêmes si, et dans quelle mesure ils veulent consommer des substances nocives légalement. Cependant, cette liberté exige en même temps d'assumer la responsabilité de leurs actes. Par exemple : tout le monde devrait être autorisé à consommer autant d'alcool qu'il le souhaite. Les coûts de la cellule en état d'ébriété et les autres frais de suivi devraient lui être remboursés. Nous nous opposons au fait que le grand public doit supporter de plus en plus d'avantages et de traitements.

Les drogues sont nocives

Nous rejetons la légalisation des drogues, comme le cannabis, en raison de leurs effets néfastes sur la santé de la société et des coûts qui en découlent.

LA SANTÉ

Renforcement de la responsabilité!

Protéger les Suisses - renforcer la liberté

Ces dernières années, nous avons dû apprendre ce que signifie être privé de liberté par une politique de pandémie souvent inutile et inutile. En conséquence, nous demandons l'interdiction de tous les certificats (de santé) qui discriminent une partie de la population suisse ou qui limitent la liberté des citoyens. Toujours dans le même ordre d'idées Dans ce contexte, nous demandons le retrait de la Suisse de l'OMS, car celle-ci renforce la souveraineté de la Suisse. sape les fondements de l'OMS.

ÉDUCATION & SPORT



ÉDUCATION & SPORT

Dans la continuité !

Nous nous engageons pour une Suisse saine et sportive. Comme beaucoup d'autres structures organisationnelles - celles de la politique, de l'armée ou des pompiers - la plupart des clubs sportifs sont structurés selon le principe de la milice. D'innombrables heures de travail bénévole sont effectuées dans ces clubs au profit d'une société intacte. Ces clubs constituent le squelette la société et doivent être pleinement soutenus, par exemple...

Le sport unit

Nous soutenons les sports populaires et les sports d'élite. Nous préconisons une éducation physique animée et variée dans les écoles suisses, qui peut également être organisée en collaboration avec les clubs locaux. Le sport joue un rôle social central et, dans de nombreuses communes, offre une aide supplémentaire à l'intégration des étrangers ou des Suisses nouvellement arrivés: souvent, des familles entières peuvent s'implanter dans le nouvel environnement grâce à une association et nouer de nouveaux contacts.

Oui à la culture suisse - non aux alternatives de gauche

Nous critiquons les subventions culturelles. Celles-ci ne sont justifiées que si les coutumes et les biens culturels reconnus, qui présentent un intérêt significatif pour le public, sont protégés, maintenus et préservés. Nous rejetons systématiquement la promotion de la "culture alternative" dite de gauche, qui reçoit souvent peu d'attention, même dans les scènes culturelles.

Autofinancement au lieu de contributions gouvernementales

La culture ne découle pas de subventions et d'une redistribution inefficace, mais de personnes créatives, visionnaires et créatives, avec beaucoup de diligence, de passion et de persévérance pour accomplir des réalisations extraordinaires. Si ceux-ci ne peuvent pas supporter leur travail financièrement, la demande de la population n'est apparemment pas assez importante. Il n'y a aucune raison pour que sous le titre de la culture, toutes sortes de flux particuliers soient subventionnés. La culture concerne avant tout les prestataires culturels eux-mêmes et ceux qui sont intéressés et disposés à payer de leur plein gré.

ÉDUCATION & RECHERCHE

Puissance au lieu d'idéologie !

Une éducation de qualité est la base du développement et de la prospérité de notre pays. Des performances élevées et des exigences de qualité pour l'ensemble de la société sont la clé du succès. La volonté de performer et la volonté de qualité grâce à un classement comparable au niveau national doivent être exigées à tous les niveaux scolaires. L'égalitarisme socialiste a contaminé l'école primaire. Par conséquent, le libre choix de l'école devrait être introduit avec de nouveaux modèles d'éducation tournés vers l'avenir.

Abus à l'école

Les manquements du système éducatif actuel sont graves. Chaque année, environ 5'000 jeunes quittent l'école avec frustration. Les problèmes sociaux des personnes touchées et les coûts engagés sont énormes. L'école primaire est tellement submergée que près de la moitié des élèves de troisième année bénéficient aujourd'hui de mesures thérapeutiques spéciales et jusqu'à 20% des sortants quittent l'école en tant qu'analphabètes.

Pour le choix de l'éducation gratuite

Pour remettre la situation sous contrôle, il faut abandonner encore plus de directives, réglementations et uniformes trompeurs au profit d'un système prometteur de libre choix en matière d'éducation. Par une compétition modérée, la qualité des écoles augmente à la satisfaction des enfants et des parents. Les modèles appropriés incluent des certificats d'éducation pour chaque enfant, ainsi que l'inclusion d'écoles privées. Des conditions-cadres appropriées doivent être créées, qui spécifient avant tout les normes de formation minimales, la durée des niveaux scolaires et les objectifs de classement revus par les cantons.

Apprentissage

Le double système d'enseignement éprouvé, la formation parallèle en entreprise et professionnelle ou universitaire, ne peut pas être érodé. Encore une fois, davantage de jeunes devraient suivre un apprentissage professionnel axé sur la pratique. Ils font partie des spécialistes recherchés aujourd'hui. Il est également prouvé que (..) est le meilleur garant du faible taux de chômage des jeunes et assure le lien nécessaire entre les entreprises et l'éducation.

ÉDUCATION & RECHERCHE

La performance plutôt que l'idéologie !

Normes pédagogiques minimales

Au primaire, la priorité doit être donnée aux compétences de base : à la lecture, à l'écriture et au calcul. Par la suite, la formation aux compétences élémentaires dans les domaines des affaires, du droit et des finances devrait être encouragée. Les étudiants devraient être formés pendant leur parcours scolaire principalement pour leur avenir professionnel. Les classes devraient être adaptées à un enseignant responsable, qui est également la personne de contact avec les parents. Nous pensons que les étudiants devraient être enseignés de manière non objective et se faire leur propre opinion. L'enseignement public obligatoire neutre et l'enseignement de l'histoire suisse doivent être garantis. Ce n'est que lorsque tous les enfants sont familiarisés avec notre système étatique et notre histoire dès leur plus jeune âge qu'ils peuvent exercer consciencieusement leur responsabilité politique. Patriotisme et patrie sont des termes positifs d'affiliation humaine. Ils devraient être inclus dans la leçon d'histoire ainsi que la conscience traditionnelle et l'image chrétienne de l'homme (chaque personne a de la valeur).

Collèges et universités

Grâce à un système d'État libre, la Suisse se distingue par son innovation, son engagement et son savoir-faire. Nos universités jouissent d'une très bonne réputation dans le monde entier. Nous voulons des universités orientées vers la pratique, qui transmettent au plus haut niveau les connaissances et les recherches. Le nombre croissant d'universitaires est futile et dénué de sens, car il engendre une surabondance de diplômés faibles. Nos collèges et universités doivent être conscients de la qualité de leurs diplômés et non de leur nombre. Afin de rester dans la classe supérieure, l'inscription en Suisse en tant que barrière à l'entrée est clairement plus difficile.

Recherche

Les universités devraient collaborer plus étroitement avec l'industrie dans les domaines de l'éducation et de la recherche. Un travail axé sur la pratique est important pour générer de l'innovation et de la valeur ajoutée. Les fonds de recherche doivent toujours être utilisés de manière ciblée et vérifiée. Des accords de recherche internationaux peu clairs sans succès ne méritent pas de financement.

SPORT & LOISIRS

Jeunesse et sport – la performance devrait en valoir la peine !

La jeunesse et le sport sont le dernier thème de notre nouveau programme de fête et un sujet particulièrement important en tant que jeune parti. Jeunesse et sport inclut dans notre programme du parti le chapitre Education, recherche et école et le chapitre Sports et loisirs.

Education, recherche et école

Une éducation de qualité est la base du développement et de la prospérité de notre pays. Des performances élevées et des exigences de qualité pour l'ensemble de la société sont la clé du succès. La volonté de performer et la volonté de qualité grâce à un classement comparable au niveau national doivent être exigées à tous les niveaux scolaires. L'égalitarisme socialiste a contaminé l'école primaire. Par conséquent, le libre choix de l'école devrait être introduit avec de nouveaux modèles d'éducation tournés vers l'avenir.

Sports et loisirs

Nous nous engageons pour une Suisse saine et sportive. Comme beaucoup d'autres structures organisationnelles - celles de la politique, de l'armée ou des pompiers – la plupart des clubs sportifs sont structurés selon le principe de la milice. D'innombrables heures de travail bénévole sont effectuées dans ces clubs au profit d'une société intacte. Ces clubs constituent l'épine dorsale de la société et doivent être pleinement soutenus, par exemple par une utilisation réduite des infrastructures communautaires.



IMPRESSUM

RESPONSABLE DU PROGRAMME DU PARTI

ANDREAS GERBER

VICE-PRÉSIDENT

JEUNES UDC SUISSE

ACTES & AUTORISATIONS

LA DIRECTION DU PARTI DU 01. SEPTEMBRE 2023

RÉUNION DU COMITÉ DIRECTEUR DU PARTI DU 02 SEPT. 2023

ASSEMBLÉE DES DÉLÉGUÉS DU 02 SEPTEMBRE 2023

